ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 octobre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'admission dans le cadre du personnel scientifique du Centre d'études sociales et du Centre d'études économiques", a donné le 15 oktobre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e oktober 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, wat betreft de opneming in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Centrum voor sociale studies en van het Centrum voor economische studies", heeft de 15e oktober 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal qui est relatif à l'exécutic de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, concerne l'admission des anciens membres de ce personnel dans le cadre du personnel scientifique du Centre d'études sociales et du Centre d'études économiques attachés au Ministère de la Défense nationale.

L'intitulé devrait être complété par les mots : "attachésau Ministère de la Défense nationale".

L'alinéa 3 du préambule peut être omis : il constitue un simple rappel d'une réglementation existante et n'intéresse pas directement le projet.

Article 1er.

Dans aucun des deux centres il n'est prévu d'emplois temporaires; seuls les candidats aux emplois réservés qui remplissent la condition prévue par l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de la loi du 27 juillet 1961 peuvent donc bénéficier des mesures particulières prévues par le projet. Il paraît utile de le préciser dans le projet, à l'article 1er, qui détermine le champ d'application du projet. Le cadre du personnel scientifique de chacun des deux centres d'études comprend uniquement un directeur, ou ou deux conseillers et trois assistants.

.../...

Il n'y a pas lieu de les énumérer dans le projet : l'article 5 du projet rappelle explicitement que la règle du quota réservé et les règles particulières de recrutement qui la complètent sont uniquement applicables à l'occasion d'un recrutement.

Compte tenu de ces observations, l'alinéa 1er de l'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, qui remplissent la condition prévue par l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de cette loi, bénéficient des mesures particulières prévues par le présent arrêté lorsqu'ils sont candidats à un emploi dans le cadre du personnel scientifique du Centre d'études sociales ou du Centre d'études économiques, créés au Ministère de la Défense nationale par l'arrêté royal du 9 octobre 1959".

\+ +

Le projet ne prévoit aucune mesure en vue de l'exécution de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961.

Certes aucune disposition de l'arrêté royal organique du 9 octobre 1959, qui fixe également le statut des membres du personnel scientifique des deux centres d'études, n'impose aux candidats ordinaires une épreuve d'admission. Mais rien n'interdirait le Ministre de la Défense nationale d'avoir recours à un examen pour vérifier les connaissances et les aptitudes des candidats.

.../...

Dans ce cas, les candidats aux emplois réservés devraient également être soumis à une épreuve dont le programme ne peut toutefois être déterminé que par le Roi en vertu de l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961.

Il serait, dès lors, prudent de compléter le projet par une disposition qui pourrait être rédigée comme suit et qui, insérée après l'article 1er du projet, en formerait l'article 2 :

"Article 2.-

L'épreuve d'admission prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961 est imposée aux candidats bénéficiaires de cette loi uniquement lorsque les candidats non bénéficiaires sont eux-mêmes soumis à un examen ou à un concours pour l'accession aux emplois à conférer.

Dans ce cas, ils sont soumis aux épreuves professionnelles inscrites au programme de l'examen ou du concours imposé aux candidats aux emplois non réservés".

Si le Gouvernement se rallie à cette proposition, le numérotage des articles suivants et les références contenues dans les articles du projet devront être revus.

.../...

Article 2 (du projet).

Les termes de l'alinéa 1er pourraient faire croire que dans l'hypothèse envisagée, il suffirait d'être bénéficiaire de la loi du 27 juillet 1961 et candidat aux emplois réservés pour être classé et avoir un titre au recrutement. Il s'indique, dès lors, de préciser que seuls les candidats qui remplissent toutes les conditions d'admission requises peuvent être recrutés et sont classés à cette fin.

Il est proposé de rédiger **l'alinéa 1er de l'article 2 du projet** comme suit :

"Lorsque le nombre de candidats bénéficiaires du présent arrêté qui remplissent toutes les conditions d'admission requises est supérieur au nombre d'emplois réservés à conférer, les intéressés sont classés dans l'ordre de préférence établi selon le nombre total des points obtenus suivant les barèmes ci-après: ... (le reste comme au projet) ... ".

\+

\+ \+

L'article 3 du projet pourrait être complété par les mots "affecté au recrutement organisé".

Article 4.

Aucune disposition de l'arrêté royal du 9 octobre 1959 ne prévoit la constitution d'une réserve de recrutement en faveur des candidats ordinaires. Il n'y

.../...

a pas lieu, dès lors, de constituer une réserve de recrutement en faveur des candidats bénéficiaires de la loi du 27 juillet 1961, ni d'envisager dans les mesures d'application de la règle du quota l'hypothèse d'un recrutement par voie d'appel en service de candidats faisant partie de la réserve de recrutement. L'article 4 pourrait donc être supprimé. Si le Gouvernement entendait néanmoins prendre des mesures d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 à cet égard, l'article 4 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Si un ou plusieurs emplois identiques à ceux quele recrutement avait pour but de conférer deviennent vacants, 50 p.c. de ces emplois sont attribués directement aux candidats bénéficiaires du présent arrêté qui n'ont pas été classés en ordre utile mais qui remplissaient toutes les conditions d'admission requises, selon l'ordre de leur classement.

L'alinéa 1er n'est applicable que dans la mesure où les règles en vigueur en matière de recrutement dans le cadre du personnel scientifique du Centre d'études sociales et du Centre d'études économiques attachés au Ministère de la Défense nationale prévoient la constitution d'une réserve de recrutement, et dans les limites de la durée de validité de cette réserve".

Article 5 (du projet).

Si le Gouvernement décidait de supprimer l'article 4 du projet, la seconde partie de l'article 5, à partir des mots "soit par voie d'appel aux candidats ... ", devrait également être omise.

Het ontwerp-koninklijk besluit heeft betrekking op de uitvoering van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, en beoogt de opneming van voormalige leden van dat personeel in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Centrum voor sociale studies en van het Centrum voor economische studies verbonden aan het Ministerie van Landsverdediging.

Het opschrift zou moeten worden aangevuld met de woorden "verbonden aan het Ministerie van Landsverdediging"

Het derde lid van de aanhef kan vervallen; het is een blote herinnering aan een bestaande reglementering en heeft niet rechtstreeks met het ontwerp te maken.

Artikel 1.

In geen van beide centra zijn er tijdelijke betrekkingen ; alleen de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen die voldoen aan de voorwaarde van artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 27 juli 1961 komen dus in aanmerking voor de bijzondere maatregelen van het ontwerp. Dit kan gevoeglijk worden gezegd in artikel 1, dat de werkingssfeer van het ontwerp bepaalt.

Het kader van het wetenschappelijk personeel van elk van die centra omvat alleen een directeur, een of twee adviseurs en drie assistenten. Zij hoeven in het

.../...

ontwerp niet te worden vernoemd : in artikel 5 van het ontwerp wordt er uitdrukkelijk op gewezen dat de regel van het voorbehouden quotum en de bijzondere aanvullende regelen inzake aanwerving, alleen bij aanwerving toepassing vinden.

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 1, eerste lid, als volgt worden gelezen :

"De leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, die bedoeld zijn in artikel 2 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika en die voldoen aan de voorwaarde van artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van die wet, genieten het voordeel van de in dit besluit bepaalde bijzondere maatregelen wanneer zij kandidaat zijn voor een betrekking in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Centrum voor sociale studies of van het Centrum voor economische studies, bij het Ministerie van Landsverdediging opgericht door het koninklijk besluit van 9 oktober 1959".

\+ +

Het ontwerp bevat geen maatregel tot uitvoering van artikel 6, § 1,tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961.

Geen bepaling van het organiek koninklijk besluit van 9 oktober 1959, dat ook het statuut van de leden van het wetenschappelijk personeel van beide centra vaststelt, legt aan de gewone kandidaten een toelatingsexamen op, maar niets verhindert de Minister van Landsverdediging een examen uit te schrijven om de kandidaten op hun kennis en geschiktheid te testen.

.../...

In dat geval zouden ook de kandidaten voor de voorbehouden betrekkingen een examen moeten afleggen, waarvan het programma echter alleen door de Koning kan worden bepaald krachtens artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961.

Het ware dan ook geraden het ontwerp aan te vullen met een als volgt te lezen bepaling die, ingevoegd na artikel 1, artikel 2 van het ontwerp zou vormen.

Het toelatingsexamen, bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961, wordt aan de kandidaten die het voordeel van deze wet genieten alleen opgelegd wanneer de kandidaten die het voordeel ervan niet genieten, zelf een examen of een vergelijkend examen moeten afleggen om in de te begeven betrekkingen te worden toegelaten.

In dat geval moeten zij de examengedeelten over de beroepskennis afleggen, die voorkomen op het programma van het examen of van het vergelijkend examen dat opgelegd wordt aan de kandidaten voor de niet voorbehouden betrekkingen".

Gaat de Regering op dit voorstel in, dan moeten de volgende artikelen vernummerd en de verwijzingen in de artikelen van het ontwerp herzien worden.

.../...

Artikel 2 (van het ontwerp).

De tekst van het eerste lid kan de indruk wekken dat het hier voldoende zou zijn, het voordeel van de wet van 27 juli 1961 te genieten en kandidaat voor de voorbehouden betrekkingen te zijn om gerangschikt te worden en voor aanwerving in aanmerking te komen. Derhalve moet nader worden bepaald, dat alleen de kandidaten die aan alle toelatingseisen voldoen, kunnen worden aangeworven en met het oog daarop gerangschikt worden.

Voorgesteld wordt, artikel 2 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Wanneer het aantal kandidaten, die het voordeel van dit besluit genieten en aan alle toelatingseisen voldoen, hoger is dan het aantal te begeven voorbehouden betrekkingen, worden de betrokkenen gerangschikt in de volgorde opgemaakt volgens het totaal aantal punten dat zij naar onderstaande normen hebben behaald : ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ \+

Artikel 3 van het ontwerp kan worden aangevuld met de woorden : "van de ingerichte aanwerving".

.../...

Artikel 4.

Geen bepaling van het koninklijk besluit van 9 oktob 1959 voorziet in het aanleggen van een werfreserve voor gewone kandidaten. Er is derhalve geen reden om een werfreserve aan te leggen voor de kandidaten die het voordeel van de wet van 27 juli 1961 genieten, of om onder de maatregelen voor toepassing van de regel van het quotum te voorzien in een mogelijke aanwerving door indienstroeping van kandidaten uit de werfreserve. Artikel 4 zou dus kunnen vervallen. Mocht het niettemin de wil van de Regering zijn, in dat opzicht maatregelen ter uitvoering van de wet van 27 juli 1961 vast te stellen, dan zou artikel 4 van het ontwerp als volgt moeten worden gelezen :

"Mochten een of meer betrekkingen als die waarin de aanwerving bedoelde te voorzien, openvallen, dan worden 50 t.h. van die betrekkingen rechtstreeks aan kandidaten, die het voordeel van dit besluit genieten maar niet in batige orde zijn gerangschikt terwijl zij aan alle toelatingseisen voldeden, toegekend volgens hun rangschikking.

Het eerste lid is alleen van toepassing in zover de geldende regelen inzake aanwerving in het kader van het wetenschappelijk personeel van het Centrum voor sociale studies en van het Centrum voor economische studies, verbonden aan het Ministerie van Landsverdediging, in het aanleggen van een werfreserve voorzien en binnen de geldigheidsduur van die reserve".

.../...

Artikel 5 (van het ontwerp).

Mocht de Regering ertoe besluiten artikel 4 van het ontwerp gewoon te schrappen, dan zou ook het tweede gedeelte van artikel 5 vanaf de woorden "hetzij door een oproep tot de kandidaten ..." moeten vervallen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J.SUETENS,	premier président,	
de Heren :		eerste voorzitter,	
	G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
	J.MASQUELIN,	raadsheren van State,	
	J.ROLAND,	assesseurs de la section de législation,	
	J.DE MEYER,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.G.TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.